

**M. Hnatyshyn:** Votre nez grandit.

**M. Blenkarn:** Monsieur le Président, grâce à ses belles paroles, le ministre essaie de camoufler les problèmes qui affligent notre pays. La confiance fait cruellement défaut et nous demandons au gouvernement de prendre des mesures pour rétablir cette confiance.

#### LE PROGRAMME DE DÉPENSES DU GOUVERNEMENT

**M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud):** Monsieur le Président, le ministre sait fort bien que le présent système d'étude en comité ne permet pas de contrôler de façon efficace les dépenses du gouvernement et ne sert absolument à rien en ce qui a trait aux emprunts globaux du gouvernement.

Nous demandons donc au ministre de présenter un nouveau programme. Il a mis en œuvre le programme des 6 et 5 p. 100, mais sans résultat. Il a proposé un programme des 4 p. 100 qui n'a mené à rien. Se confiera-t-il à la Chambre et permettra-t-il à un comité spécial de la Chambre d'examiner le programme global de dépenses du gouvernement?

[Français]

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Monsieur le Président, l'honorable député se réfère à la situation économique du Canada. Je lui rappelle la situation qui existe en Amérique du Nord à l'heure actuelle. Il pourra facilement constater que les taux d'intérêt, par exemple, ont monté aux États-Unis, et que le taux d'inflation également a augmenté dans ce pays. Nos deux économies sont extrêmement interdépendantes et, loin de là, il n'est pas question qu'il y ait eu une diminution de la confiance dans l'économie canadienne. Ce qui se produit à l'heure actuelle est en fait un phénomène nord-américain; or l'honorable député connaît l'étroite interdépendance de l'économie canadienne et de l'économie américaine. En ce qui concerne sa suggestion, à savoir que l'Opposition puisse examiner l'ensemble des dépenses du gouvernement, voilà exactement pourquoi nous déférons les prévisions budgétaires des divers ministères aux Comités permanents, et ce, chaque année. Et, encore aujourd'hui, à l'heure actuelle, les Comités du Parlement siègent pour discuter des dépenses gouvernementales. Et si l'Opposition a une idée valable à mettre de l'avant, elle peut facilement le faire devant ces Comités ou encore elle peut le faire à la Chambre. Il y a eu des journées de l'opposition et il y en aura d'autres; il y a la période des questions; il y a un débat à la Chambre, à l'heure actuelle, sur le pouvoir d'emprunt du gouvernement, et l'Opposition a toutes les occasions qu'elle veut pour mettre de l'avant les initiatives qu'elle voudrait prendre. La seule idée que l'on a eue n'a pas été émise à la Chambre, mais a été exposée par le critique officiel de l'Opposition qui disait que, quant à lui, il couperait les allocations familiales et les pensions de sécurité de la vieillesse. Cela a été nié par la suite par son chef. Alors, j'ai hâte de voir quand ces deux-là vont se réconcilier pour que l'on puisse savoir où est la politique des progressistes conservateurs à ce point de vue-là.

#### Questions orales

[Traduction]

#### LA HAUSSE DU TAUX D'INFLATION—L'INCIDENCE SUR LES TAUX D'INTÉRÊT

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au ministre des Finances. Depuis trois ans le taux d'inflation augmente au Canada. Traumatisé par cette hausse, obnubilé, le gouvernement a toujours réagi en augmentant les taux d'intérêt. Il a pensé qu'en laissant monter les taux d'intérêt, ce qui fait perdre leur emploi à des milliers de Canadiens, il parviendrait à juguler l'inflation. De nouveau, ces dernières semaines voire ces derniers mois, l'inflation augmente graduellement, ainsi que nous avons pu le constater aujourd'hui. Verrons-nous encore une fois le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque du Canada réagir de façon irréfléchie et nous offrir des expédients? Les taux d'intérêt vont-ils monter?

● (1130)

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le gouvernement ne hausse pas les taux d'intérêt. La légère montée de l'inflation que nous avons connue ce mois-ci n'est pas de nature à pousser le gouvernement à intervenir de quelque manière pour relever les taux d'intérêt. L'économie ne fonctionne pas ainsi et mon collègue le sait fort bien.

A vrai dire, les taux d'intérêt ont amorcé une tendance à la hausse aux États-Unis avant que le même mouvement ne se fasse sentir chez nous il y a quelques semaines.

Je suis persuadé que cette remontée sera peu importante et, je l'espère, de courte durée. Nous suivons de très près l'évolution de la situation aux États-Unis, en particulier, et tout porte à croire qu'il n'y aura pas d'escalade des taux d'intérêt au cours des prochaines semaines.

#### ON DEMANDE AU MINISTRE D'ORDONNER UNE RÉDUCTION DES TAUX D'INTÉRÊT

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Monsieur le Président, le ministre des Finances doit cesser d'espérer que les taux d'intérêt n'augmentent pas et que la relance se produise. Il me semble qu'il se trouve maintenant au stade important, celui des décisions. Étant donné la baisse du dollar, il serait porté à augmenter les taux d'intérêt et comme, par ailleurs, l'inflation reprend, la réaction est là aussi d'augmenter les taux d'intérêt.

Le ministre sait très bien que si les taux d'intérêt augmentent, la relance ne se poursuivra pas. Envisage-t-il de prendre les choses en main et de s'attaquer au problème pour que la relance se maintienne et se prolonge, en mettant fin à l'augmentation des taux d'intérêt et en demandant au gouverneur de la banque du Canada de les réduire?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Monsieur le Président, depuis ma nomination, j'ai toujours essayé d'assurer une direction économique forte, claire et responsable. Toutefois, je ne suivrai pas la voie suggérée par mon collègue, qui est non seulement naïve, mais serait irresponsable dans les circonstances.